



**PRÉFET
DU FINISTÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination
des politiques publiques
et de l'appui territorial**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE N° 2024-22-A ENCADRANT LES
MODIFICATIONS DES INSTALLATIONS DE FABRICATION DE POUDRES EXPLOITÉES
PAR LA SOCIÉTÉ NOBELSPORT SUR LA COMMUNE DE PONT-DE- BUIS-LÈS-QUIMERC'H**

LE PRÉFET DU FINISTÈRE
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

VU le Code de l'environnement, notamment son titre I du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et en particulier les articles L.181-14 et R.181-45 ;

VU la directive n° 2011/92/UE du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement ;

VU la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L.511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2018 modifié relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 1 MW mais inférieure à 20 MW soumises à déclaration avec contrôle périodique au titre de la rubrique 2910 ;

VU les arrêtés préfectoraux en date des 25 juillet 2003, 5 février 2007, 24 novembre 2009, 25 janvier 2010, 30 décembre 2010, 20 septembre 2012, 13 avril 2021, 27 avril 2021 antérieurement délivrés à NOBELSPORT pour l'établissement de fabrication de poudres qu'il exploite sur le territoire de la commune de Pont-De-Buis-Lès-Quimerc'h ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n°2022-41-A du 25 novembre 2022 qui encadre les installations modifiées de l'établissement de fabrication de poudres que la société NOBELSPORT exploite sur le territoire de la commune de Pont-De-Buis-Lès-Quimerc'h ;

VU l'étude de dangers du 02 février 2024 version G ;

VU la demande du 08 février 2024, présentée par la société NOBELSPORT dont le siège social est situé 57 rue Pierre Charron à Paris (75008), à l'effet d'obtenir l'autorisation d'augmenter sa production annuelle de poudres sans modifier son installation située au 20 route de Beuzit à Pont-De-Buis-Lès-Quimerc'h (29590) et notamment les propositions faites par l'exploitant en application du dernier alinéa de l'article R. 181-13 ;

VU, la demande par mail du 29 avril 2024 de l'inspection des installations classées adressée au pétitionnaire en vue de compléter son dossier ;

VU les compléments apportés par le pétitionnaire à cette demande, par courrier en date du 14 juin 2024 ;

VU le rapport et les propositions en date du 26 juillet 2024 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées ;

VU le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance de l'exploitant le 20 août 2024 ;

VU le courrier de l'exploitant en date du 4 septembre 2024 n'émettant aucune observation sur le projet d'arrêté et les prescriptions ;

CONSIDÉRANT que la société NOBELSPORT exploite un établissement de fabrication de poudres sur la commune de Pont-De-Buis-Lès-Quimerch ;

CONSIDÉRANT que la production annuelle est autorisée à 3 100 t ;

CONSIDÉRANT que la demande de l'exploitant porte sur une augmentation de la production annuelle de l'installation à 3 400 t ;

CONSIDÉRANT que cette augmentation de 300 t par an représente une augmentation de 9,7 % ;

CONSIDÉRANT que l'augmentation de la production de poudres consiste à augmenter les débits de production des 3 ateliers de production (Bivis) ;

CONSIDÉRANT que les temps de fonctionnement de chaque atelier de production (Bivis) sont suivis pour assurer le contrôle de la quantité annuelle de poudres produites ;

CONSIDÉRANT que les installations ne sont pas modifiées à l'exception d'une chaudière alimentée au gaz qui est remplacée par un modèle plus performant ;

CONSIDÉRANT que la puissance thermique nominale de cette nouvelle chaudière est deux fois supérieure à la précédente mais qu'elle ne modifie pas le régime administratif de l'établissement figurant dans la rubrique 2910 de la nomenclature ICPE susvisée relative aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 1 MW mais inférieure à 20 MW soumises à déclaration avec contrôle périodique ;

CONSIDÉRANT que la quantité totale de matières premières et de produits finis susceptible d'être présente sur le site est inchangée et que la localisation des bâtiments de stockage n'est pas modifiée ;

CONSIDÉRANT que la quantité totale de matière active susceptible d'être présente sur le site est inchangée et que la localisation des bâtiments de stockage n'est pas modifiée ;

CONSIDÉRANT que le périmètre de l'installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) n'est pas modifié ;

CONSIDÉRANT que le projet ne génère pas de nouveau phénomène dangereux sur le site ;

CONSIDÉRANT que l'activité de production de l'installation est à l'origine d'émissions canalisées et diffuses de composés organiques volatils (COV) dans les rejets atmosphériques ;

CONSIDÉRANT que l'augmentation de production de poudre n'a pas vocation à accroître les émissions de COV ;

CONSIDÉRANT que les rejets atmosphériques canalisés sont encadrés et surveillés pour chaque bivis selon les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2011 susvisé ;

CONSIDÉRANT que les rejets atmosphériques diffus de toute l'installation sont également encadrés et surveillés selon les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2022 susvisé ;

CONSIDÉRANT que les émissions totales de COV sont limitées à 305 t par an selon les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2011 susvisé ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a évalué les émissions totales de COV à 290,9 t pour une production annuelle de 3 400 t de poudres ;

CONSIDÉRANT que cette valeur demeure en deçà de la valeur limite annuelle prescrite et qu'il n'y a donc pas lieu de modifier les dispositions réglementaires de l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2011 susvisé qui encadrent les émissions atmosphériques des installations et limitent les rejets ;

CONSIDÉRANT que l'activité de production de l'installation nécessite des prélèvements d'eau dans la rivière Douffine qui traverse l'installation ;

CONSIDÉRANT que ces prélèvements d'eau sont encadrés par les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2022 susvisé et limités à 3 500 m³ par jour ;

CONSIDÉRANT que les prélèvements d'eau sont suivis quotidiennement par l'exploitant et qu'à d'après les derniers résultats, les prélèvements s'élèvent en moyenne à 2 500 m³ par jour ;

CONSIDÉRANT que l'augmentation de la production de poudres engendre une augmentation de ces prélèvements d'eau de l'ordre de 1,1 %;

CONSIDÉRANT que le volume des prélèvements d'eau estimé à 2 623 m³ par jour demeure en deçà de la valeur limite prescrite et qu'il n'y a donc pas lieu de modifier les dispositions réglementaires de l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2022 susvisé qui limitent les prélèvements ;

CONSIDÉRANT que l'activité de production de l'installation est à l'origine de rejets d'eaux industrielles dans la Douffine après traitement ;

CONSIDÉRANT que ces rejets sont encadrés par les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2022 susvisé et limités à 1 300 m³ par jour ;

CONSIDÉRANT que les rejets d'eau sont suivis quotidiennement par l'exploitant et qu'à d'après les derniers résultats, les rejets s'élèvent en moyenne à 1 100 m³ par jour ;

CONSIDÉRANT que l'augmentation de la production de poudres engendre une augmentation de ces rejets d'eau de l'ordre de 1,1 %;

CONSIDÉRANT que le volume des rejets d'eau estimé à 1 112 m³ par jour demeure en deçà de la valeur limite prescrite et qu'il n'y a donc pas lieu de modifier les dispositions réglementaires de l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2022 susvisé qui limitent les rejets sur le plan quantitatif ;

CONSIDÉRANT que les eaux industrielles contiennent des substances susceptibles de porter atteinte au milieu naturel ;

CONSIDÉRANT que ces eaux industrielles font l'objet de traitements dans l'installation de manière à respecter les valeurs limites d'émission figurant à l'article 3 de l'arrêté de l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2022 susvisé avant leur rejet dans le milieu naturel;

CONSIDÉRANT que l'augmentation de la production de poudres demandée ne modifie pas le procédé de fabrication et qu'aucune nouvelle substance n'est introduite;

CONSIDÉRANT que l'exploitant finance des travaux au niveau de l'unité de distillation qui traite les eaux chargées en solvants pour optimiser la performance de la récupération des solvants;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a modifié la composition du floculant introduit dans le décanteur lamellaire pour optimiser la performance de l'abattage des substances contenues dans les eaux ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant procède à la surveillance de la qualité des eaux du milieu récepteur ainsi que son état biologique pour démontrer l'absence d'impact de ses rejets ;

CONSIDÉRANT que les résultats de ces surveillances vont dans le sens de démontrer que les rejets de l'installation ne dégradent pas la qualité des eaux de la Douffine ni son état biologique ;

CONSIDÉRANT qu'il n'y a pas lieu de modifier les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2022 susvisé qui encadrent les surveillances de la qualité des eaux rejetées et de la qualité des eaux et l'état biologique de la Douffine en amont et en aval du site;

CONSIDÉRANT que l'activité de production de l'installation génère des déchets pyrotechniques qui sont éliminés sur le site ;

CONSIDÉRANT que la quantité de déchets pyrotechniques générés par l'installation est encadrée par les dispositions de l'article 2.4 de l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2022 susvisé et limitée à 100 t par an ;

CONSIDÉRANT que les déchets pyrotechniques sont suivis par l'exploitant et que d'après les derniers résultats, la quantité générée et éliminée en 2023 s'élève à 80 t ;

CONSIDÉRANT que l'augmentation de la production de poudres engendre une augmentation de ces déchets pyrotechniques évaluée à 3 t par an ;

CONSIDÉRANT que la quantité estimée à 83 t par an demeure en deçà de la valeur limite prescrite et qu'il n'y a donc pas lieu de modifier les dispositions réglementaires de l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2022 susvisé qui limitent les déchets pyrotechniques ;

CONSIDÉRANT que les installations et les modes d'exploitation doivent être conformes aux dispositions décrites dans la version en vigueur de l'étude de dangers du 2 février 2024 version G tant sur le plan technique que sur le plan organisationnel ;

CONSIDÉRANT que le projet déposé par l'exploitant constitue une modification notable et non substantielle des installations autorisées au sens de l'article R. 181-46.I du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la modification envisagée ne nécessite pas la réalisation d'une évaluation environnementale au regard de l'article R. 122-2 du Code de l'environnement et des critères de l'annexe III de la directive 2011/92/UE ;

CONSIDÉRANT que le projet déposé par l'exploitant ne crée pas d'inconvénients ou de dangers supplémentaires pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu, en application de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement, de fixer des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R. 181-45 du même code ;

CONSIDÉRANT que certaines prescriptions réglementant les conditions d'exploitation des installations contiennent des informations sensibles vis-à-vis de la sécurité publique ;

CONSIDÉRANT que ces informations sensibles entrent dans le champ des exceptions prévues à l'article L. 311-5 du code des relations entre le public et l'administration, et font l'objet d'annexes spécifiques ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Finistère ;

ARRÊTE

Article 1 – Exploitant titulaire de l'autorisation

La société NOBELSPORT (n°AIOT 0005501351) en sa qualité d'exploitant des installations classées situées sur le territoire de la commune Pont-De-Buis-Lès-Quimerc'h, route du Beuzit, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté.

Article 2 - Production annuelle

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral 25 juillet 2003 modifié susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Article 2 – L'autorisation définie à l'article 1er ci-dessus vise l'ensemble des installations susceptibles, directement ou indirectement, de contribuer à la fabrication des produits suivants :

1. Poudres simple base à la nitrocellulose

La production annuelle de poudres est limitée à 3 400 tonnes. Les heures de fonctionnement des 3 lignes de production Bivis sont répertoriées dans un registre de suivi hebdomadaire faisant également figurer un bilan mensuel par bivis.

2. Autres composants contenant des matières pyrotechniques

- propergol pour petits moteurs : 1 500 unités/jour
- cartouches propulsives à blanc : 200 000 unités/jour
- artifices émetteurs I.R. : 8 000 unités/mois
- grenades lacrymogènes ou fumigènes et leurs systèmes d'allumage : 300 000 unités/an.»

Article 3 - Tableau de classement de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Les dispositions de l'article 1.2 de l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2022 susvisé relatives au tableau de classement de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sont remplacées par les dispositions suivantes :

Les installations exploitées relèvent des rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et des régimes administratifs présentés dans le tableau ci-après :

Nomenclature ICPE rubrique	Désignation de la rubrique	Volume et unités	Régime ¹
4210-1-a	<p>Produits explosifs (fabrication, chargement, encartouchage, conditionnement de, études et recherches, essais, montage, assemblage, mise en liaison électrique ou pyrotechnique de, ou travail mécanique sur) à l'exclusion de la fabrication industrielle par transformation chimique ou biologique.</p> <p>1. Fabrication, chargement, encartouchage, conditionnement de, études et recherches, essais, montage, assemblage, mise en liaison électrique ou pyrotechnique de, ou travail mécanique sur, à l'exclusion de la fabrication industrielle par transformation chimique ou biologique et à l'exclusion des opérations effectuées sur le lieu d'utilisation en vue de celle-ci et des opérations effectuées en vue d'un spectacle pyrotechnique encadrées par les dispositions du décret n° 2010-580 du 31 mai 2010 relatif à l'acquisition, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques destinés au théâtre.</p> <p>La quantité totale de matière active susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 100 kg.</p> <p>La quantité totale de matière active susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 10 t.</p>	Voir annexe	<p>A</p> <p>Seuil Haut au titre de l'article R.510-10</p>
4220-1	<p>Produits explosifs (stockage de), à l'exclusion des produits explosifs présents dans les espaces de vente des établissements recevant du public.</p> <p>La quantité équivalente totale de matière active susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 500 kg.</p> <p>La quantité de produits classés en division de risque 1.3 et 1.6 étant supérieure à 30 tonnes de matière active.</p>	Voir annexe	<p>A</p> <p>Seuil Haut au titre de l'article R.510-10</p>
1450-1	<p>Solides inflammables (stockage ou emploi de).</p> <p>La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t.</p>	718 t	A

Nomenclature ICPE rubrique	Désignation de la rubrique	Volume et unités	Régime ¹
2793-3-b	<p>Installation de collecte, transit, regroupement, tri ou autre traitement de déchets de produits explosifs (hors des lieux de découverte).</p> <p>3. Autre installation de traitement de déchets de produits explosifs (mettant en œuvre un procédé autre que ceux mentionnés aux 1 et 2).</p> <p>b) Dans les autres cas</p>	<p>Quantité maximale de déchets pyrotechniques entreposés dans l'installation : 216 t (en eq.matière sèche)</p> <p>Quantité annuelle de déchets pyrotechniques générés par l'installation en fonctionnement normal : 100 t/an (en eq.matière sèche)</p>	A
4749	<p>Perchlorate d'ammonium (numéro CAS 7790-98-9)</p> <p>La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 500 kg.</p>	Voir annexe	A
4331-2	<p>Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1000 t.</p>	Voir annexe	E
2910-A-2	<p>Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes</p> <p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale est supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW.</p>	<p>Puissance totale = 16,16 MW</p> <p>Installations de combustion – PT ≤ 16 156 kW, dont :</p> <p>Chaufferie (bâtiment 318) avec 2 chaudières mixtes fuel/gaz naturel ≤ 1 * 4 224 kW ≤ 1 * 10 000 kW</p> <p>Chaudière fioul (bâtiment 504) : 232 kW</p> <p>Groupe électrogène au FOD ≤ 1 * 1 700 kW.</p>	DC
4330-2	<p>Liquides inflammables de catégorie 1, liquides inflammables maintenus à une température supérieure à leur point d'ébullition, autres liquides de point éclair inférieur ou égal à 60°C maintenus à une température supérieure à leur température d'ébullition ou dans des conditions particulières de traitement, telles qu'une pression ou une température élevée.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant supérieure ou égale à 1 t mais inférieure à 10 t.</p>	Voir annexe	DC

Nomenclature ICPE rubrique	Désignation de la rubrique	Volume et unités	Régime ¹
4734-2-c	<p>Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total.</p>	Voir annexe	DC
2661-1-c	<p>Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de)</p> <p>1. Par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, vulcanisation, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant supérieure ou égale à 1 t/j, mais inférieure à 10 t/j.</p>	Quantité traitée maximale ≤ 3 t/j	D
2925-2	<p>Accumulateurs (ateliers de charge d')</p> <p>2. Lorsque la charge ne produit pas d'hydrogène, la puissance maximale de courant utilisable pour cette opération⁽¹⁾ étant supérieure à 600 kW, à l'exception des infrastructures de recharge pour véhicules électriques ouvertes au public définies par le décret n°2017-26 du 12 janvier 2017 relatif aux infrastructures de recharge pour véhicules électriques et portant diverses mesures de transposition de la directive 2014/94/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 sur le déploiement d'une infrastructure pour carburants alternatifs. ⁽¹⁾ Puissance de charge délivrable cumulée de l'ensemble des infrastructures des ateliers</p>	<p>11 ateliers</p> <p>110 kW</p>	D
4130-1-b	<p>Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation.</p> <p>1. Substances et mélanges solides.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 5 t, mais inférieure à 50 t.</p>	Voir annexe	D
4440-2	<p>Solides comburants catégories 1, 2 ou 3.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 50 t.</p>	Voir annexe	D

(*) A (autorisation), E (Enregistrement), DC (Déclaration avec contrôle périodique), D (Déclaration)

Les quantités maximales autorisées des rubriques du tableau ci-dessus sont précisées à l'annexe « informations sensibles – non communicables » du présent arrêté.

Article 4 - Chaudière alimentée au gaz

Une chaudière d'une puissance thermique nominale de 10 000 kW et d'une capacité de 8 t/h de vapeur à 11 BAR de pression est alimentée au gaz naturel.

Cette nouvelle installation de combustion respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration avec contrôles périodiques au titre de la rubrique 2910 relative aux installations de combustion dont la puissance thermique nominale totale est supérieure ou égale à 1 MW mais inférieure à 20 MW, de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Article 5 - Délais et voies de recours

Conformément à l'article R.181-50 du Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative (tribunal administratif de Rennes) par voie postale ou par l'application Télérecours citoyens accessibles par le site Internet <https://citoyens.telerecours.fr/> :

- 1) par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2) par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :
 - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement ;
 - b) la publication de la décision sur le site Internet de la Préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1) et 2).

Article 6 - Exécution

Le secrétaire général de la Préfecture du Finistère, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) chargé de l'inspection des installations classées, l'Inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement et l'exploitant de la société Nobelsport sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée au maire de la commune de Pont-de-Buis-lès-Quimerç'h.

Quimper, le **10 SEP. 2024**

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général



François DRAPÉ

Destinataires :

- Sous-préfecture de Châteaulin
- Mairie Pont-de-Buis-lès-Quimerç'h
- Société Nobelsport.
- Inspection de l'environnement – DREAL UD 29